

Comité Technique Local du 25 juin 2013 :
LA DIRECTION SE FELICITE !

Le CTL était convoqué le 25 juin 2013.
Nous avons à l'ouverture de la séance prononcé la déclaration suivante :

Monsieur le président,

Depuis la création de la direction générale des finances publiques notre département a subi une perte de 390 emplois sur les 2700 qu'il comptait.

En mai 2012, nous pouvions espérer la fin de cette politique de misère appelée RGPP.

Et bien non !

A la RGPP succède la MAP (modernisation de l'action publique) avec elle aussi son cortège de suppression d'emplois, de gel des rémunérations et de réduction des moyens de fonctionnement.

Nous fonctionnaires de la DDFIP 92 continuons à jouer cette mauvaise pièce intitulée « l'austérité c'est maintenant ou le changement dans la continuité » écrite par un gouvernement aussi sourd aux attentes de ses personnels que le précédent.

La continuité ? Non je me trompe !

A présent, on ne nous parle plus seulement du gel du point d'indice mais on évoque la remise en cause du glissement viellissement technicité (GVT). Ce qui en clair signifie que l'on veut s'attaquer à nos promotions statutaires.

Et après ce seront nos droits à la retraite qui seront mis en cause !

Les acquis de nos aînés !

Et à nouveau un ministre nous expliquera que les agents des Finances, ces nantis devront être les premiers à renoncer à leurs « avantages » au nom de l'exemplarité.

Cela suffit !

Si au lieu d'avantages nous parlions de préjudices !

Préjudices dans le gel du pouvoir d'achat, préjudices dans des conditions de travail matérielles et morales dégradées au-delà du supportable. Préjudices pour les usagers dans la dégradation ou l'abandon du service public.

Les ministres successifs sont comptables de ces préjudices et ils devront s'en expliquer !

L'actuel gouvernement poursuit dans cette voie erronée. Lui qui se refuse de soutenir par l'augmentation des salaires, la consommation des ménages. Or depuis 2008, la consommation des ménages notamment les plus modestes, s'est nettement ralentie.

Ainsi, les inquiétudes liées :

-à la dégradation des conditions de travail du fait des vacances d'emploi,

-à l'accumulation des réformes peu lisibles

-et à la non reconnaissance des qualifications

tendent à transformer les interrogations des personnels en colère.

Nous ne l'acceptons plus !

Non, les salariés ne sont pas responsables des déficits découlant des cadeaux accordés aux banques, aux grandes entreprises et aux hauts revenus.

Le 27 novembre 2012, à l'appel de toutes les organisations syndicales des Finances, un agent sur quatre a été en grève à la Direction des Finances Publiques des Hauts-de-Seine.

Cette mobilisation importante montre l'état de révolte des salariés.

En réponse le gouvernement se contente de créer des emplois précaires « sans avenir » pour nos enfants et de donner des milliards au patronat.

Il méprise les Organisations Syndicales en voulant les forcer à conclure des accords avec le MEDEF sous peine de légiférer.

Ces projets sont inacceptables, inamendables, FO-DGFIP saura le moment venu prendre ses responsabilités et appeler les agents de la DDFIP 92, dans l'unité avec les autres organisations syndicales représentatives, à se mobiliser pour la défense du service public, de ses valeurs et du statut de la fonction publique.

I / La formation professionnelle en 2012 :

En présentant le bilan de formation, la direction s'est auto congratulée des efforts consentis par l'administration. FO trouve regrettable de ne pas avoir une vision réelle des besoins des agents sur la formation professionnelle. Les statistiques étant faussées par des stages obligatoires. FO a soulevé la question de l'organisation de ces formations dans les services vu les pénuries en effectifs et la surcharge de travail des collègues. Toutefois reconnaissant les efforts des membres de l'équipe locale nous nous sommes abstenus lors du vote.

II/ Présentation des résultats du tableau de bord de veille sociale :

Le tableau de veille sociale est un des outils de la DGFIP dans le cadre du plan d'action et d'amélioration des conditions de vie au travail. Rappelons que cet outil, au travers de nombreux indicateurs est censé permettre l'identification des situations dégradées au niveau des risques professionnels afin de prendre les mesures visant à améliorer les conditions de travail. Lors de ce CTL l'Administration nous a présenté le bilan de ces indicateurs sur l'année 2012.

Le recensement global au niveau d'un département de données telles que : le nombre de jours de congés de maladie, le nombre d'écêtements des horaires variables, le nombre de jours de congés mis en CET, ne permet pas de partager un constat objectif susceptible d'identifier les situations à risques. Au vu de cette première restitution, il y a donc fort à parier que ce tableau de veille ne soit en définitive qu'un outil statistique de plus, et ne débouche sur rien de concret quant à l'amélioration des conditions de travail des agents !

Le syndicat a toutefois relevé dans certains postes un nombre très élevé de jours de congés non pris par les agents et reportés dans le CET (6219 jours). De plus la quasi totalité des postes a connu des écêtements des horaires variables (2838 écêtements au total dans le département). Ce constat démontre très clairement le manque de personnel dans les postes.

III/ Fusion des deux IFU du SIE de Suresnes :

Depuis 5 ans les deux IFU ont perdu le quart de leurs effectifs.

Pour FO cette fusion a pour seul but la préparation à de futures suppressions d'emplois. C'est pourquoi FO a demandé la garantie de ne plus réduire les effectifs de l'IFU fusionné au moins pour les trois prochaines années. La Direction a refusé.

Vote contre : FO et CGT contre - Abstention :Solidaires et CFDT

IV/ Bilan de la préfiguration de l'accueil généraliste intégré de Boulogne :

Pour les organisations syndicales le bilan de cet accueil généraliste mis en place en septembre 2012 est catastrophique avec la démission d'un titulaire, le détachement d'un autre et des demandes de mutations des autres agents. FO a insisté sur le fait que cet accueil dédié est très mal vécu par les agents titulaires de ce poste qui font : de l'accueil physique généraliste et fiscal des usagers dépendant des deux SIP du site, l'accueil téléphonique au sein d'un espace dédié, et le traitement des courriels. Les agents se plaignent des conditions de travail difficiles, d'une perte de technicité et d'intérêt. FO a demandé vivement un retour au système de rotation qui continuent à se faire d'ailleurs officieusement dans d'autres sites. La Direction ne veut pas interrompre un dispositif qui selon lui monte en puissance.

V/ Harmonisation des horaires d'ouverture des SIP et trésoreries :

Le CTL du 21 décembre 2012 a retenu le principe d'une harmonisation mais à la demande de FO le dispositif ne sera proposé qu'à partir du 1^{er} septembre 2013 pour permettre aux parents de s'organiser. Il a été donc proposé une amplitude horaire hebdomadaire allant de 6h à 6h15, un rapprochement des horaires des trésoreries avec ceux de leur SIP de rattachement et une pause méridienne allant d'1h à 1h30 selon que les agents déjeunent sur place ou ont accès à un restaurant administratif. FO a demandé la fermeture des postes à 16h le vendredi pour faciliter le départ en province des collègues. La Direction a refusé. Vote contre : FO et CGT - Abstention : Solidaires et CFDT

QUESTIONS DIVERSES

- *Nombre de recours hiérarchique à ce jour : au total 35 contre 62 recours l'an dernier*
- *Réorganisation des RH : Pas encore finalisé mais les travaux se poursuivent.*
- *FO a demandé si l'instauration de la journée de carence a eu un impact sur les congés maladie : Une baisse au deuxième trimestre 2012 a été observé : Les collègues prennent sur leur congés ou bien viennent travailler en étant souffrant !*

FO DGFIP 92

Secrétaire Départementale et Permanente: Arya BOCQUET - DDFIP- 12^{ème} étage - 12.22

Tel : 01 40 97 30 73

Secrétaires Départementaux Adjoints : Ludovic LE TELLIER (SIE Colombes), Thierry DELATRE (DDFIP)

Site départemental : www.fo-dgfip-sd.fr/092/